

La guerre civile libanaise de 1975-1990

- 2 Introduction
 - Un historique du Liban après l'indépendance
- 3 La première guerre civile du Liban
 - 4 L'appareil d'Etat libanais divisé : l'armée refuse de réprimer
 - L'intervention militaire américaine
- 5 Le général Chéab au pouvoir : des réformes, sauf sur le système confessionnel
- 6 Les Palestiniens
 - Les camps de réfugiés libanais
 - Le MNA (Mouvement nationaliste arabe)
- 7 Le Fatah
- 8 Le Liban devient l'épicentre de la lutte armée palestinienne
- 9 Fédération des mouvements palestiniens au sein de l'OLP
 - Soutien de la population chrétienne et musulmane aux Palestiniens
- 10 Le blocage politique du Liban à la veille de la Guerre civile
 - Les riches, musulmans et chrétiens, concentre le pouvoir
 - La gauche libanaise sous l'autorité de Kamal Joumblatt (druze)
- 11 Les Chiïtes
- 13 Les Maronites chrétiens
- 14 La guerre israélo-arabe de 1973 (Kippour) et ses conséquences pour le Liban
- 15 A la veille de la guerre civile
- 17 Les forces politiques et leurs milices militaires
 - Les principales forces politiques du MNL et leurs milices armées
 - PCL, OACL
- 18 MNI, PSNS, Parti des Déshérités, FPLP, FDLP
- 19 Les partis chrétiens des Forces Libanaises (FL) et leurs milices armées
 - Phalangistes et Kataeb, PNL, Al-Marada, Gardiens du Cèdre
- 20 L'armée libanaise
- 21 13 avril 1975, la guerre civile débute
 - Les milices massacrent les populations civiles
- 22 La Syrie, avec l'accord des Occidentaux, intervient dans la guerre civile
 - 1er temps, la Syrie soutient le camp palestinien/MNL
- 23 2è temps, l'armée syrienne entre au Liban pour soutenir le camp chrétien
 - et combattre le MNL et les Palestiniens
 - Le camp chrétien provisoirement victorieux
- 24 L'armée israélienne envahit le Sud Liban (opération Litani)
- 25 La guerre civile continue
- 26 Le désastre de l'intervention israélienne de 1982
- 27 Sabra et Chatila
- 28 Le Hezbollah
- 29 Le borbier israélien
- 30 Les phalangistes se déchirent sur le plan syrien
 - La guerre des camps
 - Les milices chiïtes se déchirent pour un pays parrain, Syrie ou Iran
- 31 La difficile pacification syrienne
- 32 Une conclusion
- 33 Bibliographie

Introduction

La guerre civile du Liban va durer 15 ans de 1975 à 1990. Elle va faire au moins 150 000 morts, 15 000 disparus, des centaines de milliers de blessés et des destructions innombrables. Tout cela pour une population du Liban qui devait être à l'époque d'environ 2,5 millions à 3 millions d'habitants. C'est comme si, en France, une guerre civile faisait plus de 3 millions de morts. C'est énorme.

Alors pourquoi une population en vient-elle à se faire vivre un enfer pareil ? Eh bien, les réponses sont multiples, il n'y a pas qu'une cause unique. En tout cas, l'on peut tout de suite écarter l'hypothèse qui paraissait pourtant la plus simple à l'époque, celle qu'il s'agissait d'une guerre de religion, une guerre entre Musulmans et Chrétiens. Les faits ont montré qu'en réalité toutes les communautés religieuses se sont affrontées, aussi bien les unes contre les autres qu'entre elles.

On peut ainsi voir au moins cinq conditions principales pour lesquelles la guerre a duré aussi longtemps :

- Le système politique confessionnel qui divise la société, mis en place par l'impérialisme français et maintenu par les élites libanaises chrétiennes et musulmanes lors de l'indépendance de 1943.
- La création d'Israël et l'expulsion des Palestiniens vers les camps de réfugiés libanais en 1948 et en 1967 (situation léguée par l'impérialisme anglais)
- Les nationalismes arabes (syrien, égyptien, irakien ou iranien) qui vont utiliser le Liban comme terrain de conflit régional
- L'impérialisme des Etats-Unis et de la France qui, par leurs interventions militaires, vont contribuer à alimenter la guerre sur le sol libanais.
- L'affrontement indirect (guerre froide) entre les Etats-Unis et l'URSS sur la planète, qui pèsera sur les choix politiques de tous les protagonistes de la guerre civile

Il faut ajouter à cela que tout événement important, qui se déroule dans un des pays arabes de la région, a une incidence au Liban.

Un historique du Liban après l'indépendance

1943 : Indépendance du Liban

1948 : Création de l'Etat d'Israël, plus de 100 000 Palestiniens réfugiés au Liban. Débâcle des armées arabes défaites par l'armée d'Israël.

1949 : Coup d'Etat en Syrie qui encourage Antoun Saadé et le Parti National Syrien au Liban, partisan d'une union du Liban et de la Syrie, à tenter un coup d'Etat, qui échoue.

1956 : Crise de Suez : Les Israéliens, alliés aux Français et aux Anglais, attaquent l'Egypte pour renverser Nasser, qui a nationalisé le Canal de Suez. Le plan des Israéliens est plus

global, car ils pensent remodeler le Moyen-Orient : fractionner la Jordanie, réduire le Liban à un Etat chrétien, ses parties musulmanes revenant en partie à la Syrie et en partie à Israël jusqu'au fleuve Litani.

Leur plan échoue. Les Américains et l'URSS mettent un terme à l'expédition militaire anglo-française et israélienne. La nationalisation du Canal de Suez est reconnue internationalement. Alors que le nationalisme arabe de Nasser va en ressortir grandi, les impérialismes anglais et français seront relégués derrière les Etats-Unis, qui devient l'Impérialisme dominant de la région.

Camille Chamoun, tout juste élu à la tête de l'Etat libanais, prend position contre Nasser et refuse de se joindre aux pays arabes qui soutiennent Nasser. La foule libanaise pro-Nasser en colère attaque les forces de sécurité, assiège les bâtiments gouvernementaux. Sous la pression de la foule, le président Chamoun et son administration finissent par accorder leur appui à Nasser, faisant baisser la pression de la rue, suivant en cela la position américaine.

1957 : La politique arabe de Nasser, auréolée de sa victoire avec la nationalisation du Canal de Suez, devient très vite un problème pour l'administration américaine du président Eisenhower. Le plan de Nasser est de créer un grand Etat arabe englobant la Syrie et le Liban. Les Américains sont contre. Ils ne veulent pas d'une puissance arabe dans la région qui remettrait en cause le tracé des frontières de la fin de la Deuxième Guerre mondiale et bouleverserait les différentes alliances des pays arabes avec les Etats-Unis.

Nasser est donc considéré comme un communiste et un allié de l'URSS. Pour contrer son influence, Les Etats-Unis mettent en place la doctrine Eisenhower, qui consiste à aider militairement et financièrement les pays qui en feraient la demande, afin « de protéger leur intégrité territoriale contre une agression armée ouverte de toute nation contrôlée par le communisme international ». En fait ceux-ci s'établissent un cadre juridique pour une action militaire future dans un pays. Camille Chamoun engage aussitôt le Liban derrière les Etats-Unis.

1958 : L'Egypte de Nasser et la Syrie fusionnent pour former l'ARU (République Arabe Unie). Pour Nasser, le Liban doit intégrer la nouvelle entité. Les nationalistes panarabes libanais veulent suivre Nasser.

La première guerre civile du Liban

Une guerre civile éclate au Liban qui entraîne une intervention militaire américaine. Le 8 mai 1958, Un journaliste chrétien du quotidien pro-arabe « Le Télégraphe », opposant au gouvernement Chamoun, est assassiné. Le gouvernement est immédiatement accusé d'en être responsable. Le pays s'embrase. Pour mater la révolte, le gouvernement peut compter sur ses forces de sécurité, les milices du parti chrétien « Phalanges chrétiennes » et celle du Parti socialiste national Syrien (PSNS) qui est anti-nassérien (Ces deux derniers partis deviendront les pires ennemis lors de la guerre civile de 1975). Les Phalanges chrétiennes sont un parti ouvertement fasciste, créé dans les années 1930 sur le modèle des partis italiens et nazis européens.

Les forces de l'opposition sont quant à elles menées par le chef des clans Druzes, Kamal Joumblatt. La religion druze est issue de l'ismaélisme, une branche du chiisme apparue au 11^e siècle sous le califat fatimide, mais elle s'est développée en une tradition religieuse distincte de l'islam. Les oppositions réunissent ceux qui s'opposent au président Chamoun. Celui-ci, en plus d'être accusé d'avoir une responsabilité dans l'assassinat du journaliste, veut modifier la Constitution pour prolonger son mandat et renforcer le pouvoir chrétien maronite sur les autres confessions religieuses, les pan-arabistes, et les partisans de l'adhésion du Liban à l'ARU. Les combats, la répression des forces de sécurité, font plus de 1500 victimes.

L'Appareil d'Etat libanais divisé : l'armée refuse de réprimer

Le gouvernement ne contrôle plus qu'un tiers du territoire. Mais il n'a pas l'appui de l'armée, dirigée par le général Fouad Chéab. L'armée libanaise, dont l'Etat major est pourtant chrétien maronite ainsi que les officiers supérieurs, refuse de suivre Chamoun. Ce n'est pas la première fois. En 1952 et 1956, l'armée, dirigée par le même général Fouad Chéab, a refusé d'intervenir pour mater des révoltes. Pour le Général Chéab, il est hors de question de faire intervenir l'armée dans les quartiers sunnites de Beyrouth. Pour lui, l'armée protège les institutions de l'Etat, mais ne doit pas soutenir une fraction de la population contre une autre, et elle risque sinon de perdre sa cohésion et d'imploser.

Dans le cadre de la doctrine Eisenhower, le Président Chamoun fait donc appel aux Américains. Pourtant aucune force de l'extérieur ne prétend envahir le pays. Nasser, dans le cadre de l'ARU, n'est pas prêt à envahir militairement le Liban. Et les forces politiques libanaises favorables à Nasser ne sont pas suffisamment fortes pour emporter le soutien de la population, même si celle-ci peut être favorable à Nasser dans certains de ses combats. Après un temps de réflexion, les Américains se décident à soutenir Chamoun et demandent à l'armée de faire revenir l'ordre dans le pays. Chéab, pas plus que devant l'injonction de Chamoun que celle des Américains, refuse de réprimer.

L'intervention militaire américaine

Les Américains se décident à intervenir directement, et font débarquer leurs troupes au Liban. Malgré tout, l'armée libanaise pointe ses maigres défenses devant l'armada américaine. Les Américains pensaient que 6000 soldats suffiraient à faire plier l'armée libanaise. Face à l'armée libanaise, ils changent de tactique et décident de traiter avec le général Chéab. Son intransigeance devant le président Chamoun et les Américains lui permet de bénéficier d'un crédit politique auprès des partis politiques de l'opposition et devant la population. De plus, le général est un anti-communiste convaincu et il est hostile à l'adhésion du Liban à l'ARU de Nasser. Toutes ces conditions sont un gage de confiance politique pour les Etats-Unis, qui voient ainsi le Liban rester dans le camp US et ne pas rejoindre le camp ennemi de Nasser soutenu par l'URSS.

C'est donc Chamoun qui est poussé vers la sortie. Il ne peut renouveler son mandat en modifiant la constitution, et cela ramène le calme dans le pays, montrant que le véritable problème de la révolte au Liban était le président lui-même. C'est donc Chéab qui va

gouverner le pays, élu par le Parlement à une forte majorité des voix des députés qu'ils soient Chrétiens maronites ou Musulmans.

Le général Chéab au pouvoir : des réformes, sauf sur le système confessionnel

Celui-ci, pendant ses 6 ans de pouvoir, va tenter de réformer l'Etat et de bousculer les grandes familles féodales chrétiennes, druzes ou sunnites, qui se partagent le pouvoir depuis l'indépendance de 1943. Chéab éprouve une aversion pour la classe politique du pays et l'appelle publiquement « la classe des fromagistes », faisant allusion à leur souci principal, celui de se partager le fromage que représentent les ressources de l'Etat. Il tente donc d'encourager, de favoriser l'entrée de jeunes issus de classes sociales modestes ainsi que d'améliorer la participation des Musulmans à la fonction publique. Tout cela est en opposition aux chefs féodaux de leur communauté. Il met en place une sécurité sociale qui sera refusée par le Parlement, combattue par la bourgeoisie libanaise, mais passera par décret-loi.

Malgré son anticommunisme affirmé, Chéab essaie, dans sa politique de réforme, de diminuer les inégalités sociales en développant les régions les plus pauvres, délaissées par les pouvoirs précédents. Reboisement, développement agricole, barrage hydroélectrique sur le fleuve Litani vont faire partie de son programme. Convaincu que, de son point de vue, c'est la seule façon que la population reconnaisse l'Etat libanais plutôt qu'elle fasse allégeance à leurs différents chefs de clans respectifs.

Son mandat prendra fin en 1964, après six ans de présidence et conformément à la Constitution du pays. Poussé par ses proches à modifier la Constitution en vue de prolonger son mandat, comme l'avaient fait ses deux prédécesseurs, il refuse. Ses successeurs vont s'empresse de démolir les réformes mises en place. Le nouveau président Charles Hélou s'entoure très vite de nationalistes chrétiens, rejetant l'idée défendue par Chéab qu'une cohésion des différentes communautés composant le Liban est nécessaire à une stabilité de l'Etat et du pays. La politique de Hélou va consister à favoriser les Chrétiens maronites, contribuant à marginaliser les autres confessions.

Chéab n'était pas du tout un révolutionnaire, ni un humaniste, loin de là. Mais il est apparu dans l'histoire du Liban, comme ayant été l'un des seuls dirigeants politiques à accéder au pouvoir suprême, qui a voulu remettre en cause, par le sommet de l'Etat, le pouvoir des clans féodaux et religieux. Si ces six années virent une amélioration des conditions de vie pour la population libanaise, ce ne fut pas la même histoire pour les Palestiniens. En effet, le gouvernement de Chéab fut le précurseur du durcissement des conditions de vie des Palestiniens dans les camps.

Les Palestiniens

Les camps de réfugiés libanais

Dans les années 1960, les Palestiniens représentent plus de 12 % de la population locale, soit un peu plus de 120 000 personnes. Ils se divisent en deux catégories distinctes. L'une de 20 000 palestiniens, qui ne vivent plus dans les camps et qui ont acquis au fil du temps la nationalité libanaise. Ceux-ci faisaient partie des classes les plus aisées en Palestine, et disposaient au moment de l'expulsion d'Israël, soit de connaissances, soit d'une famille dans la population libanaise. Les 100 000 autres Palestiniens sont disséminés dans l'un des 17 camps du pays situés aux abords des plus grandes villes. Ce sont des quasi ghettos. La population qui y vit n'a pratiquement aucun droit dans la société libanaise et vit coupée de la population libanaise. Ils sont issus en grande majorité de la paysannerie qui vivait en Palestine.

Le Liban est d'ailleurs le seul pays qui impose des restrictions sévères aux réfugiés. Il leur est interdit de travailler dans la fonction publique ainsi que dans de nombreuses professions privées. Dans les camps, les gens dorment dans des tentes depuis 1948. Il leur est interdit de construire une habitation en dur. L'utilisation du béton, ou de toutes structures assez solides pouvant être clouées, leur est interdite.

Les conditions de vie très dures déjà imposées aux Palestiniens des camps vont être accentuées sous le régime du général Chéab, qui place les camps sous la loi martiale. En tant que représentant des Chrétiens maronites, et bien qu'il soit pour faire évoluer le système confessionnel libanais en faveur des Musulmans, il craint que, comme les autres minorités chrétiennes, la population palestinienne musulmane sunnite des camps finisse par fusionner avec la population sunnite libanaise. Ce qui pourrait remettre en cause la place de choix qu'occupent les Chrétiens maronites dans le système confessionnel libanais.

Le MNA (Mouvement Nationaliste Arabe)

En 1958, se crée au Liban le Mouvement Nationaliste Arabe (MNA), une organisation qui se veut pan-arabe. Ses membres fondateurs, qui sont palestiniens, voient dans Nasser et sa politique de fusion de l'Égypte et de la Syrie, celui qui finira par imposer le retour des Palestiniens sur leur terre natale, détruira Israël, bannira l'Impérialisme occidental de la région et fera tomber les régimes arabes hostiles au panarabisme. Le MNA, de par son origine palestinienne libanaise, s'implante principalement dans les camps palestiniens au Liban et en Jordanie. Il ne pratique pas la lutte armée, suivant en cela les consignes de Nasser, qui ne veut pas donner un prétexte à Israël pour déclencher une guerre Israélo-arabe trop précocement. Il prépare son armée dans ce but.

L'organisation est combattue par les régimes en place en Jordanie et au Liban. Les services de sécurités libanais, nommés « le deuxième bureau », surveillent, répriment toute activité politique dans les camps. La politique des services de sécurité est d'empêcher les réfugiés des camps de circuler d'un camp à un autre, en leur imposant diverses contraintes. Les emprisonnements arbitraires deviennent monnaie courante, sans procès. Les assassinats, les tortures de militants, se pratiquent aussi dans les prisons libanaises.

Le Fatah

En 1964, naît le Fatah de Yasser Arafat. Celui-ci est en opposition au MNA, jugé trop inféodé à Nasser. Contrairement au MNA, le Fatah engage la lutte armée contre Israël depuis les territoires du Liban et de Jordanie. Il reçoit le soutien de la Syrie, qui depuis son retrait de l'ARU en 1961 ne se gêne pas pour mettre des bâtons dans les roues de l'Égypte de Nasser. La Syrie permet au Fatah d'avoir une base sécurisée sur son territoire où il peut entraîner ses combattants. C'est une constante que l'on retrouvera dans la guerre civile du Liban : chaque dirigeant arabe essaiera de se servir des organisations palestiniennes pour servir sa propre politique du moment.

Le Fatah passe à l'action le 1^{er} janvier 1965 depuis le Liban. L'opération militaire est minime sinon ratée. Elle est aussitôt condamnée par Nasser, et surtout un des militants palestiniens de l'opération est capturé par les forces de sécurité libanaise. Il est assassiné par ses geôliers. Les autorités libanaises montrent ainsi qu'elles combattront toute implantation militaire palestinienne sur leur territoire, et qu'elles ne font que tolérer la présence palestinienne des camps.

En 1967, les Israéliens passent à l'attaque contre les armées arabes. C'est la guerre des Six jours. Celles-ci sont défaites à plate-couture. Les conséquences sont désastreuses pour les régimes arabes. Le régime de Nasser en ressortira affaibli, lui-même mourra 3 ans plus tard en 1970. L'Égypte perd la Bande de Gaza et le Sinaï, la Jordanie perd la Cisjordanie, et la Syrie perd le plateau du Golan. Tous ces morceaux de territoires sont désormais annexés par l'armée israélienne. La population de ces territoires se retrouve donc sous autorité israélienne et non plus arabe comme antérieurement. Ces territoires deviennent des territoires occupés, dont le Fatah revendique la libération, en plus du retour sur le territoire israélien des Palestiniens réfugiés.

La direction politique et militaire du Fatah s'installe en Jordanie. La Cisjordanie devient le lieu où les combats de la guérilla contre les forces militaires israéliennes sont de plus en plus nombreux. Grâce à la lutte armée, le Fatah devient la plus importante des organisations palestiniennes. Yasser Arafat prend le contrôle de l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) pour fédérer tous les mouvements politiques palestiniens.

Chez les combattants palestiniens, il y avait l'espoir que l'occupation israélienne de la Cisjordanie allait déclencher des soulèvements dans la population. Mais cela ne se produit pas. C'est que la population palestinienne de Cisjordanie ne partage pas forcément le combat du Fatah. Arafat, qui avait son QG dans un premier temps en Cisjordanie, est obligé de passer en Jordanie. En effet, sous l'effet de la répression israélienne et du comportement des militants armés du Fatah vis-à-vis de la population, son soutien finit par s'éroder. Les combattants ont de plus en plus de mal à se cacher parmi la population. C'est un revers pour le Fatah.

Un deuxième revers va se produire. Les dirigeants jordaniens, jusqu'alors conciliants pour servir de base arrière aux combattants palestiniens, craignent que ceux-ci ne cherchent à renverser le pouvoir royal en place. La direction du Fatah ainsi que toutes les troupes combattantes sont chassées de Jordanie par l'armée jordanienne en 1970 après 10 mois de combats. Cet épisode est connu sous le nom de « Septembre noir », et des dizaines de milliers de Palestiniens habitants des camps vont perdre la vie. C'est le Liban qui va alors

devenir la base de repli pour les combattants palestiniens et leur direction, la Syrie et l'Égypte les refusant sur leur sol.

Le gouvernement libanais maronite chrétien est hostile à cette installation, mais il n'a pas le choix, car il est incapable de s'y opposer. Le Liban est le « ventre mou » du Moyen Orient. Ce sont 20 000 fédédayins (combattants palestiniens) qui prennent leurs quartiers au Liban.

Le Liban devient l'épicentre de la lutte armée palestinienne

En fait, le Liban est pour les combattants palestiniens un terrain déjà conquis, du fait de la présence palestinienne et de ses conditions de vie. En 1969, les camps palestiniens entrent en révolte contre l'armée libanaise. Seulement, cette fois-ci, c'est la population palestinienne qui affronte l'armée comme elle le peut, recevant d'ailleurs - comme dans les camps de Sabra et Chatila -, l'aide de la population libanaise qui s'empare des armes de la police locale pour les remettre aux Palestiniens.

Cette révolte des camps libanais, « l'intifada des camps », a concerné les 17 camps du Liban, et dans chacun d'eux, la police et l'armée libanaise y ont été repoussées. L'armée et la police cherchaient à démolir les infrastructures des militants du Fatah. Forts de leurs succès, la population palestinienne demande au gouvernement libanais l'amélioration de ses conditions de vie. Notamment la possibilité pour eux de construire des habitations en dur, chose qui leur était interdite par l'administration libanaise, ou la possibilité de pouvoir circuler entre les camps pour visiter leurs familles.

En parallèle à la révolte des camps palestiniens, et en soutien à ceux-ci, des milices de partis de gauche prennent le contrôle des villes de Tripoli et de Saïda qui sont à majorité sunnite. Tandis que dans les capitales des pays arabes des manifestations sont organisées pour soutenir les Palestiniens. Les gouvernements arabes, en Syrie et en Jordanie, craignent que l'intifada des camps libanais ne se propage dans les camps palestiniens de leur pays. Le président libanais maronite Charles Hélou demande à Nasser d'intervenir pour trouver une solution à cette crise.

Les Accords du Caire signés en novembre 1969, entre le gouvernement libanais et l'OLP, vont donner à l'OLP la gestion, l'administration des camps libanais, et ainsi une légitimité à sa guerre contre l'Etat d'Israël. Les militants palestiniens sont autorisés à porter des armes dans les camps mais aussi dans le reste du territoire libanais. Quant à la population, elle obtient une nette amélioration de ses conditions de vie, et notamment la possibilité de construire des logements en dur. Les camps deviennent en quelque sorte des villes nouvelles. En 1970, les camps palestiniens de réfugiés palestiniens ont une population de 240 000 personnes. Celle-ci a doublé par rapport à ses origines de 1948, du fait d'une natalité importante et de l'arrivée des réfugiés de la guerre de 1967.

Fédération des mouvements palestiniens au sein de l'OLP

Arafat va œuvrer à fédérer les différentes organisations palestiniennes qui existent dans l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine). Ce sont des dizaines de mouvements

qui existent. Le FPLP (Front de Libération de Libération de la Palestine) a comme fondateur le libanais palestinien Georges Habache et se présente comme une organisation d'obédience marxiste. Le FDLP (Front Démocratique de Libération de la Palestine), dirigé par Nayef Hawatmey, est une scission du FPLP. L'organisation Al-Saiqa est d'origine syrienne et influencée par le parti Baas syrien. Le Front de Libération Arabe est, lui, influencé par le parti Baas irakien.

L'objectif d'Arafat est de créer une organisation politique palestinienne reconnue par les institutions internationales. En somme, cela revient à créer un embryon d'appareil d'Etat, mais sans Etat proprement dit dans un premier temps. L'OLP va ainsi disposer d'une bureaucratie quasi-gouvernementale, d'associations d'entraides, d'organisations médicales, d'institutions sociales et culturelles et éducatives. Les quartiers généraux de l'OLP s'installent près des camps de Sabra et Chatila, dans le quartier de Fakhani à Beyrouth. La « République Fakhani » ou « Fathaland » sont des noms donnés pour caractériser l'installation de l'OLP à Beyrouth.

Soutien de la population chrétienne et musulmane aux Palestiniens

Si le gouvernement libanais n'a pas pu s'opposer à l'installation des fédayins, c'est aussi qu'existe au sein de la société libanaise un profond soutien moral à la lutte des Palestiniens pour leur retour sur leur terre. Un enterrement d'un combattant palestinien, Khalil Al-Jamal, dont le cortège passe dans un village maronite, est porté par la population chrétienne. Il y a même des entraînements de combattants palestiniens avec des militaires de l'armée libanaise qui ont pris fait et cause pour les Palestiniens.

Du côté des Musulmans sunnites et chiites, les quartiers populaires des grandes villes jouxtent ceux des camps palestiniens et dans certains cas, les populations se mélangent. Les paysans chiites qui fuient la misère des campagnes libanaises ne trouvent parfois comme habitat dans les villes que les camps palestiniens pour les accueillir. Les uns comme les autres ont en commun d'être des réfugiés et d'avoir des conditions de vie misérables. Cette proximité des quartiers pauvres des villes où vivent les différentes communautés favorisera un rapprochement entre les différentes populations jusqu'au début de la guerre civile en 1975.

Le blocage politique du Liban à la veille de la guerre civile

Les riches, musulmans et chrétiens, concentrent le pouvoir

Le système politique libanais est bloqué, comme nous l'avons vu, par une élite confessionnelle, composée de chefs traditionnels, de notables, de bourgeois affairistes, qui verrouille le pouvoir politique depuis 1943. Georges Corm parle de 40 à 50 familles,

chrétiennes et musulmanes, qui monopolisent le pouvoir et ne se sont pas renouvelées depuis la fin du mandat français en 1943.

La bourgeoisie libanaise chrétienne et musulmane croule sous un luxe extrême et exhibitionniste dans la capitale, alors qu'une pauvreté absolue la côtoie dans les bidonvilles et baraquements de Beyrouth, mais aussi dans les régions éloignées de la capitale comme dans le Sud peuplé en majorité de chiites, mais aussi au Nord majoritairement chrétien. L'effort de développement de ces régions initié par le gouvernement Chéab de 1958 à 1964 ne s'est pas perpétué. Le choix des élites libanaises est de faire du Liban un Monte Carlo oriental pour servir aux riches arabes de la région de lieu de vacances. Mais aussi de paradis fiscal pour leurs capitaux, notamment ceux provenant du pétrole des monarchies arabes, ainsi que pour les riches européens qui viennent, avec leurs yachts accostés dans le port de Beyrouth, faire des fêtes faramineuses. Paradis fiscal, luxe, tourisme, c'est donc dans ces domaines que la bourgeoisie libanaise va se développer. La bourgeoisie d'origine chrétienne se développant plutôt dans le secteur bancaire, tandis que la bourgeoisie sunnite se développe dans le secteur de l'immobilier. Le secteur industriel est très peu développé et le poids de la paysannerie essentiellement chiite et pauvre est encore important.

La Gauche libanaise sous l'autorité de Kamal Joumblatt (druze)

La gauche libanaise a vu l'arrivée de l'OLP comme un soutien pour arriver à changer l'ordre établi au Liban. Comme lors de la guerre civile de 1958, elle va se regrouper dans le Mouvement National Libanais (MNL), qui regroupe diverses organisations comme le Parti Socialiste Progressiste du druze Kamal Joumblatt, à la tête de la coalition, le Parti Communiste libanais (PCL), l'OACL (Organisation communiste), les Partis Baas libanais influencé soit par les Syriens ou les Irakiens. On va les appeler les Palestino-progressistes car ils sont rejoints par deux groupes palestiniens, le FPLP de Georges Habache et Le FDLP de Nayef Hawatmeh.

Ces deux groupes, étant d'origine libanaise, sont en désaccord avec l'OLP qui ne veut pas s'insérer dans la vie politique interne du Liban. Eux pensent au contraire que le programme du MNL peut faire avancer la cause palestinienne.

Le programme du MNL appelle à l'abolition du confessionnalisme politique au sein du corps législatif, de la fonction publique, du pouvoir judiciaire et de l'armée. Cela revient à mettre fin au droit de chaque communauté à une représentation parlementaire proportionnelle à sa taille et à la distribution des emplois du secteur public en fonction de sa religion. Ce qui n'est pas dit textuellement dans le programme du MNL, c'est qu'en touchant à l'ordre confessionnel politique, on touche à la place privilégiée des Chrétiens maronites, qui ont la majorité établie au Parlement, quel que soit leur poids électoral, comme stipulé dans la Constitution de 1943.

En fait le programme du MNL n'a rien de révolutionnaire, mais il contient les germes d'une guerre civile. Son homme fort, Kamal Joumblatt, est un des membres les plus puissants de la communauté druze. Sa famille étant une des plus anciennes du Liban et a eu des responsabilités sous l'Empire ottoman. Joumblatt a été plusieurs fois député, et même ministre de l'Intérieur en 1969. Mais malgré son poids politique, il ne peut accéder ni à un

poste de premier ministre attribué d'office à un musulman sunnite, ni à la fonction de président de la République attribuée à un Chrétien maronite. C'est donc par les armes qu'il juge que la situation politique pourra changer au Liban.

Les différents groupes politiques qui composent le MNL vont donc s'armer par l'intermédiaire des pays arabes qui les soutiennent, et qui leur fourniront canons, chars, fusils, etc. En 1975, on estime à 25 000 combattants les forces armées du MNL.

Les Chiites

Jusqu'à la fin des années 1960, les Chiites sont absents de la vie politique libanaise en tant que groupe distinct. Ils ont bien des représentants, notables dans le système confessionnel, un certain nombre de députés, ainsi que le siège de président de l'Assemblée nationale. D'autres militants chiites font partie des fondateurs d'organisations communistes. Et de nombreux Chiites prennent part individuellement aux différentes manifestations contre le gouvernement ou en soutien à la cause palestinienne. Mais il n'y a pas de parti politique proprement chiite.

Pour les Chiites, même s'ils sont sur le papier des citoyens libanais, leur condition de vie s'apparente à celle infligée aux réfugiés palestiniens. Comme dit plus haut, les régions du sud du Liban, majoritairement peuplées de Chiites, sont pauvres, essentiellement agricoles et ne reçoivent que 0,7% du budget national en 1974. Elles sont soumises à la politique économique du Liban qui pousse l'agriculture libanaise à exporter ce que les paysans produisent. Cette politique favorise les grandes exploitations agricoles et pousse les petits paysans à vendre leurs terres aux exploitants plus grands et à émigrer vers les villes.

Un autre facteur déterminant les pousse à émigrer, ce sont les bombardements israéliens dans le sud Liban, qui sont censés viser les combattants palestiniens mais qui touchent très fortement les paysans chiites. Ces deux conditions les poussent à émigrer vers les bidonvilles de Beyrouth, dans la « ceinture de pauvreté » qui enserré la ville. A la fin des années 1960, ces bidonvilles à majorité chiite côtoient les camps palestiniens.

On peut penser que l'installation de l'OLP à Beyrouth, les Accords du Caire de 1969 qui officialisent la lutte armée contre Israël et la gestion des camps palestiniens par l'OLP, la création du MNL qui coalise les forces de gauche, ont fortement influencé une partie des dirigeants religieux chiites à se dire qu'un mouvement politique à caractère chiite pourrait certainement exister et trouver sa place politique.

C'est un dirigeant du clergé chiite libanais, l'Imam Musa al-Sadr qui va être à l'origine de « l'Organisation des Dëshérités » en 1974. Pour lui, la résistance à l'Etat d'Israël est fondamentale pour tout chiite libanais. Bien avant la création de son mouvement, il parcourt les universités européennes pour promouvoir le soutien à la cause palestinienne, le soutien à leur lutte armée. Dès le début de l'existence de son mouvement, le don d'argent pour la cause palestinienne est un devoir pour les Chiites. Il définit l'existence de son mouvement par rapport aux Palestiniens dans cette formule : « L'alliance entre les dëshérités sur leurs terres (les Chiites) et les dëshérités de leur terre (Les Palestiniens) ».

En ce début des années 1970, le mouvement chiite et l'OLP vont quasiment s'unir bien que l'un, l'OLP soit un mouvement laïque et l'autre, un mouvement religieux. C'est l'OLP et notamment les militants du Fatah qui vont former à la guérilla la branche armée du Mouvement des Dëshérités contre les troupes israéliennes dans le sud du Liban.

En 1975, au début de la guerre civile, la branche armée du Mouvement des Dëshérités sera créée et prendra le nom de Amal qui veut dire « Espoir » en arabe et qui un acronyme arabe des « Bataillons de la Résistance libanaise ». Après 1975, c'est Amal qui deviendra le nom officiel du parti politique.

La lutte armée pour le mouvement chiite signifie la lutte pour la libération de la Palestine et le retour des Palestiniens, mais il signifie aussi pour lui : prendre le relais de l'armée libanaise et de l'Etat libanais qui ne défend pas, ne s'occupe pas, des citoyens libanais. En cela s'amorce l'idée d'un Etat dans l'Etat, idée qui survivra à la guerre civile et que l'on retrouvera dans l'idéologie du Hezbollah, né de la scission du mouvement Amal. A la fin de la Guerre civile, à partir de 1990, Amal va s'insérer dans la vie politique libanaise en déposant les armes et en abandonnant la lutte armée contre Israël. Tandis que le Hezbollah sera le continuateur de la politique initiée par le fondateur du Mouvement des Dëshérités.

Dès sa création en 1970, le mouvement de l'Imam Sadr va gagner l'assentiment des masses pauvres chiites libanaises aussi bien dans les bidonvilles de Beyrouth, que dans le sud du Liban, dans la plaine de la Beeka et en particulier dans la ville de Balbeek. Il gagne aussi les masses petites bourgeoises chiites qui se retrouvent bloquées dans leur ascension sociale. Il dénonce les accapareurs au pouvoir, qui laissent « les dëshérités » dans la misère.

Le mouvement chiite ne cherche pas à accéder au pouvoir, il fait simplement pression sur l'Etat libanais par son implantation dans la population chiite. Et ceci au moyen de manifestations, fêtes religieuses du culte des Martyrs, de grèves, de pétitions et de meetings de masse armés qui sont organisés, et où peuvent être rassemblés jusqu'à 100 000 personnes. Les discours de Sadr mélangent religion et dénonciation de l'injustice. Y sont désignés du doigt l'ennemi sioniste, la corruption et le monopole du pouvoir des hommes d'Etat libanais qui gouvernent, mais aussi les grands propriétaires féodaux terriens chiites ainsi que leurs représentants à l'Assemblée.

En 1974, le Mouvement de Sadr est suffisamment consolidé pour rejoindre le MNL de Kamal Joumblatt. Pourtant, c'est un peu une alliance contre-nature qui se dessine là. Le MNL est une coalition de partis de gauche laïques, avec des partis communistes. Le Parti des Dëshérités est lui religieux et anti-communiste. Mais ils se retrouvent sur un point commun : il faut faire sauter le verrou confessionnel de l'Etat. Si le MNL est prêt à prendre les armes pour y arriver, le parti chiite, lui, n'a pas encore décidé sur ce point. Il réserve l'utilisation de la force armée contre l'ennemi extérieur, Israël, pas contre un ennemi de l'intérieur.

Que ce soit pour le parti chiite ou pour les Palestiniens de l'OLP, avant la guerre civile, il n'était pas question d'utiliser leurs armes dans un conflit interne à la vie libanaise. Le déclenchement de la guerre civile en décidera autrement. Les deux formations s'engageront militairement, se combattront et contribueront au chaos qui s'enclenchera à partir de 1975.

Les Maronites chrétiens

En ce début des années 1970, on peut dire que les Palestiniens se sont créés une deuxième patrie car ils occupent une place centrale dans la vie politique libanaise, place qui va être jugée notamment par les partis maronites chrétiens de droite et d'extrême-droite comme un coup de poignard des pays arabes qui ont forcé le Liban à accepter l'OLP sur son sol. Les Chrétiens maronites considèrent les Palestiniens comme des étrangers, des inférieurs qui ne doivent avoir aucun droit sur leur territoire.

Les Chrétiens maronites sont donc ceux qui ont le plus de pouvoir dans l'Etat libanais. Mais leur déclin démographique est amorcé depuis des années. Leur représentation politique dans le système confessionnel ne tient plus la route puisqu'elle reposait sur leur majorité démographique lors de sa mise en place sous la Mandat français. Ils craignent donc, avec la montée en puissance des Palestiniens, avec la montée démographique et politique des musulmans chiites, avec la coalition de la gauche libanaise, que leur pouvoir dominant sur la société libanaise soit remis en cause.

Le rempart de l'armée et des forces de sécurité libanaises sous commandements maronite ne suffit plus à contenir les manifestations contre le gouvernement, et l'armement des milices de gauche et des Chiites. Quant aux Palestiniens, depuis les accords du Caire de 1969, ils sont en terrain conquis au Liban. Les combattants palestiniens tiennent le Sud du Liban, les camps palestiniens, et une partie de Beyrouth.

L'armée libanaise n'hésite pas, comme en avril 1973, à employer son aviation en bombardant les camps de la banlieue de Beyrouth contre les combattants palestiniens alliés aux miliciens des partis de gauche. Mais, malgré son armement supérieur aux milices de gauche et aux combattants palestiniens, elle ne peut arrêter leur progression et le développement de forces qui lui deviennent hostiles. Les combats de 1973 qui font plus de 150 victimes sonnent comme une répétition de la guerre civile.

Pour une partie des Chrétiens maronites les plus à droite, le gouvernement et son armée ne suffisent plus pour protéger la communauté chrétienne. Les deux partis de la droite chrétienne ont chacun leur milice armée, qui existent elles aussi depuis la fondation de l'Etat libanais.

La première sont les Phalanges libanaises, un parti d'extrême-droite fondé en 1937 par Pierre Gemayel, dont la famille réside dans son fief féodal à Bikfaiya (20km au nord-est de Beyrouth). Ce parti est d'inspiration fasciste, Gemayel ayant été fasciné par les jeux olympiques de 1936 à Berlin où il concourrait pour la France (football). C'est dans cette même ville de Bikfaiya qu'est fondée la milice Kateeb avec William Hawi, un industriel franco-libanais. La milice du parti phalangiste avait pris part à des combats en 1940 contre les Français pour obtenir l'indépendance, mais également lors de la guerre civile de 1958. En 1975, la milice phalangiste dispose de 5000 à 8000 miliciens.

L'autre milice armée est celle de du PNL (Parti National Libéral) de Camille Chamoun, l'ancien président de la République. Cette milice a été créée dans les années 1960, se nommant Les Tigres d'Ahrar. Elle dispose de 3500 miliciens à la veille de la guerre civile. Ces

deux forces assistent l'armée et les forces de sécurité lorsqu'elles répriment ou combattent des manifestants ou des miliciens de gauche.

En février 1975, deux mois avant le début de la guerre civile, à Saïda, une manifestation de pêcheurs libanais et palestiniens est organisée pour protester contre la concession attribuée au monopole de pêche à la tête duquel se trouve Camille Chamoun. Cette concession attribuée par les autorités de l'Etat à Chamoun démontre pour les gens que le pouvoir privilégie ses propres dirigeants. Cette concession risque de mettre en péril les moyens de subsistance de milliers de petits pêcheurs. L'armée tire dans la foule, la première victime est un député nassériste sunnite de la ville, Maarouf Saad. Les combats s'engagent entre les milices de gauche et l'armée, assistée des éléments des milices armées chrétiennes de droite. Les combattants du camp palestinien de Ain el-Helwe (le plus grand du Liban) finissent par prendre part aux combats de rue contre l'armée. Les partis chrétiens organisent des manifestations au Liban, pour soutenir l'armée. La tension entre toutes les forces politiques est à son comble. Deux mois plus tard, commencera la guerre civile.

La guerre Israélo-arabe de 1973 (guerre du Kippour) et ses conséquences sur le Liban

Contrairement à la guerre de 1967, où elles se sont fait surprendre par l'attaque de l'armée israélienne, cette fois-ci les armées arabes attaquent les premières, mais sans la Jordanie. Ce sont donc les armées égyptienne et syrienne qui, dans un premier temps, prennent l'avantage sur Israël. Israël ne sera sauvé que par un pont aérien militaire américain qui empêche son armée d'être défaite. Cette guerre va avoir des conséquences indirectes sur le Liban.

La première est que cette guerre montre que les Américains sont prêts à sauver Israël, quoiqu'il en coûte, et donc qu'une victoire des armées arabes devient impossible. Cela va amener l'Egypte à se tourner vers la reconnaissance de l'Etat d'Israël et se détourner en quelque sorte de la question palestinienne. La Syrie, seule, n'a plus les forces militaires suffisantes, pour engager dans le futur une guerre contre Israël. Elle va alors tourner ses canons vers le Liban. Le Liban va ainsi devenir aussi le terrain d'affrontement de la Syrie et d'Israël.

La deuxième conséquence, c'est que les partis de droite chrétiens maronites vont penser que les dirigeants israéliens vont pouvoir les aider militairement à se débarrasser du problème palestinien, et aller vers la création d'un Liban essentiellement chrétien.

A la veille de la guerre civile

Le système politique confessionnel inventé par la France lors de son Mandat sur le Liban de 1920 à 1943 donne un pouvoir plus important à la communauté chrétienne maronite, la communauté la plus nombreuse lors du recensement de 1932. La France s'est

appuyée sur cette communauté depuis le milieu du 19^{ème} siècle pour faire de l'entrisme économique et politique dans l'Empire ottoman. Des liens très puissants existent donc entre les élites françaises et les chrétiens libanais.

La défaite de la France, en 1940, permet au Liban d'obtenir son indépendance en 1943, avec le soutien des Anglais et des Américains, et contre les intérêts de la France. Les élites libanaises ne changent rien au système politique confessionnel. Il est reconduit tel quel par un accord non écrit entre élites chrétiennes et musulmanes. Les Chrétiens maronites conservent donc leur position politique dominante dans le nouvel appareil d'Etat, avec les plus hauts postes de responsabilité dans l'armée, la police, l'administration.

Les grandes fortunes du Liban sont aussi bien concentrées entre les mains de riches maronites (banques commerce, industrie), de la féodalité chiite et ses grands propriétaires fonciers, des familles riches sunnites des côtes du Liban (Beyrouth, Tripoli, Saïda) qui dominent la propriété foncière urbaine, de la bourgeoisie grecque orthodoxe et grecque catholique qui ont acquis leurs fortunes dans le commerce, la finance, la propriété foncière et industrielle, sans compter les riches arméniens qui ont aussi réussi dans les affaires. Georges Corm souligne en effet que la bourgeoisie maronite est loin d'être seule et unique à exploiter le Liban et ses populations.

L'avantage des maronites va résider, au moment de l'indépendance, dans le fait qu'il s'est formé une classe moyenne importante dans cette communauté composée de fonctionnaires de l'administration, d'instituteurs, d'employés du secteurs tertiaires, et de professions libérales (médecins, avocats, journalistes). Cette avance culturelle s'est réalisée grâce aux liens étroit qui se sont construit avec le temps entre l'Eglise maronite, l'Eglise de Rome et la France. Les Maronites au Liban, ont été les premiers alphabétisés, et les premiers à recevoir une éducation moderne dans les nombreux établissements scolaires chrétiens qui se sont installés au Liban à partir du 19^{ème} siècle. Ceux-ci, catholiques et protestants, sont d'origines européenne et aussi américaine.

Cette classe moyenne s'est développée durant le mandat français sur le Liban, et elle se retrouvera, au moment de l'indépendance, en position dominante pour assurer le fonctionnement de l'Etat, mais aussi dans la vie sociale qui s'oriente vers un mode de vie européen. Mais toute la communauté chrétienne maronite ne bénéficie pas du progrès bourgeois. Ce sont ceux qui vivent dans Beyrouth et les régions alentour qui en profiteront. Les couches rurales maronites du nord du Liban dans la région de l'Akkar, elles, resteront longtemps pauvres et isolées du modernisme.

C'est peut-être une des explications qui permet de comprendre pourquoi se formera un parti fasciste, le Parti Phalangiste en 1936. Ce parti formé par Pierre Gemayel (pharmacien), considère les Chrétiens maronites comme non arabes, et descendant des Phéniciens. Et il est anticomuniste. Ce parti prospère dans cette nouvelle couche de notables. C'est un parti nationaliste qui milite pour l'indépendance et fonde à cette fin une milice armée, les Kataeb (en arabe phalange, bataillon) qui se sont opposées aux forces françaises en 1940. Lors de la guerre civile de 1975, ils seront l'une des milices chrétiennes les plus actives dans la terreur contre ses opposants.

Mais cet avantage procuré par l'éducation va aller en diminuant au cours des années 1950-1960. C'est que maintenant, ce sont des membres de toutes les communautés qui s'éduquent. Même les écoles chrétiennes s'ouvrent aux musulmans sunnites et chiites. L'éducation, la prospérité de l'immigration musulmane dans les pays du Golfe, aux Etats-Unis, en Afrique (notamment pour les chiites), toutes ces conditions vont faire accroître la petite bourgeoisie ou classe moyenne sunnite et chiite au Liban. Pour Corm, l'ascension de la petite bourgeoisie musulmane se heurte aux intérêts de la petite bourgeoisie chrétienne. Pour lui, c'est une explication pour comprendre pourquoi une partie de la communauté maronite se sent menacée dans ses privilèges, se referme sur elle-même, et soutient une montée en puissance du parti phalangiste.

Et alors que les Maronites se vivent en régression relative, c'est un peu l'inverse pour les autres communautés de la société libanaise : les partis de gauche, notamment communiste (75 000 membres dans les années 1960) sont en progression, avec des cadres issus pour une bonne partie de la petite bourgeoisie chiite, des partis pan-arabistes (pro Nasser, Baas irakien, Baas syrien) et de la petite bourgeoisie sunnite.

A ces raisons principales de la guerre civile, il faut ajouter la présence des 200 000 réfugiés palestiniens au Liban, installés dans les camps à la lisière des grandes villes, et celle de la résistance palestinienne incarnée par l'OLP (Organisation de la Libération de la Palestine) installée à Beyrouth avec 20 000 combattants.

A partir de 1970, le Liban devient le principal front de la résistance palestinienne face à Israël. Alors que les combattants palestiniens affrontent l'armée israélienne à la frontière sud du Liban, commettent des attentats et des prises d'otages contre les intérêts israéliens aux quatre coins du monde (prise d'otages aux jeux olympiques de Munich en 1972) qui font des dizaines de victimes civiles et militaires, l'armée israélienne bombarde à tout va avec son aviation le sud Liban, les camps palestiniens, ainsi que Beyrouth ouest où se situent les locaux de l'administration de l'OLP. Ces bombardements de l'armée israélienne, complètement disproportionnés, aveugles, sont terribles pour la population palestinienne dans les camps, mais aussi pour la population chiite du sud Liban obligée de fuir vers les bidonvilles de Beyrouth.

Les forces politiques et leurs milices militaires

A la veille du mois d'avril 1975, la lutte armée entre les différents belligérants est devenue inévitable. Depuis des années les partis politiques libanais, qu'ils soient de droite ou de gauche, s'arment et ils ont tous créé leur propre milice armée. C'est cette configuration qui va provoquer une guerre civile, évidemment terrible, pendant quinze années d'horreur interminable.

Deux regroupements vont s'opposer, le MNL (Mouvement National Libanais) et les FL (Forces libanaises).

Le MNL regroupe les forces dites de gauche progressiste. Le mouvement est dirigé par le Druze Kamal Joumblatt, issu de la région du Chouf sur laquelle il règne en maître quasi absolu (Seigneur de Mouktara). Sa famille est une des plus anciennes qui a dirigé la région du Mont Liban sous l'Empire ottoman. Son parti politique le PSP (Parti socialiste progressiste) a sa propre milice l'Armée Populaire de Libération (APL), composée essentiellement de combattants druzes de la région du Chouf (pas de chiffres, mais surement des milliers).

Walid Joumblatt est un vieux briscard de la vie politique libanaise, plusieurs fois élu député, nommé ministre de l'Intérieur en 1969. Mais étant druze, de par la Constitution, il ne peut accéder ni à la fonction de Premier ministre, ni à la fonction suprême de Président de la République. Comme l'ensemble de la communauté druze ne peut accéder à des postes de hautes responsabilités de l'appareil d'Etat libanais. Les autres partis qui composent le MNL sont au nombre d'une quinzaine, principalement de gauche :

Les principales forces politiques du MNL et leurs milices armées

- Le Parti Communiste Libanais (PCL), dirigé par Georges Haoui (né dans une famille grecque orthodoxe), est un des partis politiques les plus importants du Liban, regroupant jusqu'à 70 000 membres, et possède sa propre milice armée, La Garde Populaire, composée de 5000 combattants en 1975. Celle-ci existe depuis 1936 et a été fondée pour résister aux attaques et implantations des militants sionistes dans le sud du pays. Le Parti Communiste Libanais, à l'origine, à une forte implantation dans le sud du pays, ce qui explique que de nombreux chiites l'aient rejoint et fassent partie des fondateurs.

Après avoir rompu avec l'URSS dans les années 1960, il se rapproche des partis nationalistes arabes, notamment le PSNS (ci-dessous). Ils furent les précurseurs des attentats suicides. C'est une militante du PCL qui fut la première femme à en commettre un en 1985. Autant dire que le mot communiste comme étiquette du parti n'a plus aucun sens. Le PCL finira idéologiquement comme un parti nationaliste libanais entrant en concurrence avec les autres milices. A la fin de la guerre civile, beaucoup de ses militants d'origine chiite finiront par rejoindre le Hezbollah.

- L'OACL (Organisation d'Action Communiste au Liban), dirigée par Mohsen Ibrahim. Celui-ci est le numéro 2 du MNL en tant que secrétaire.

- Le Mouvement des Nassériens Indépendant (MNI) fondé en 1958. Sa milice armée, Al Mourabitoun, a la particularité d'être multi confessionnelle, composée majoritairement de Sunnites et Chiites mais aussi de druzes et de Chrétiens. Elle regroupe 3000 combattants, essentiellement à Beyrouth. Elle est dirigée par Ibrahim Qoleilat.

- Le Parti Social Nationaliste Syrien (PSNS) : c'est un vieux parti libanais créé avant l'indépendance. A l'origine, son idéologie était de créer une grande Syrie regroupant le Liban, la Syrie, Le Koweït, l'Irak etc... C'est un parti laïc. Dans les années 1950, il était considéré comme anti-communiste par la CIA (les services secrets des Etats-Unis), opposé au Parti Baas

Syrien. Au cours des années 1960, il va se rapprocher du Parti Communiste Libanais. Il possède sa propre milice armée, Les Aigles de la Tornade, qui regroupe quelques milliers de combattants. Ses militants sont issus de toutes les confessions. C'est d'ailleurs un de ces militants, Habib Chartouni, qui venait d'une famille chrétienne maronite, qui posera les explosifs pour assassiner le président libanais Bachir Gemayel en 1982. Son assassinat sera une des causes du déclenchement des massacres des camps palestiniens de Sabra et Chatila. Nous en reparlerons plus tard.

- Le Parti des Dëshérités chiites, qui rejoint la coalition du MNL en 1975. Ce parti officialisé en 1974, officialise aussi sa milice armée Amal (Espoir) au début de la guerre civile et regroupe de 5000 à 6000 combattants. Contrairement aux autres, il est foncièrement anticomuniste.

- Les deux partis Palestiniens le FPLP (Front populaire de Libération de la Palestine) de Georges Habache et le FDLP (Front démocratique de Libération de la Palestine) de Nayef Hawatmeh.

- Il faudrait aussi ajouter les branches libanaises des partis baasistes syrien et irakien.

Si on peut résumer les forces en présence du MNL en 1975, elles ont en commun d'avoir un programme qui est de remettre en cause le confessionnalisme politique du Liban et d'afficher leur soutien à la lutte des Palestiniens contre Israël. Sur le papier, elles affichent plus de 20 000 combattants en armes. Certains estiment même les effectifs à 30 000 miliciens. A cela s'ajoutent les 20 000 combattants palestiniens gravitant autour de l'OLP d'Arafat. Ces effectifs surpassent le camp d'en face que sont les Forces Libanaises chrétiennes puisque ses effectifs étaient estimés à 18 000 miliciens armés.

Mais la guerre civile n'est que la continuation de la politique. Et les intérêts divergents des uns et des autres partis qui constituent cette coalition vont apparaître au grand jour. Ce qui se règle en temps normal par la discussion, en temps de guerre civile, va se régler par les armes.

Cette coalition, qui rassemble des laïcs, des communistes, des islamistes, des nationalistes arabes, des Palestiniens, n'est pas une armée au sens où il existe un état-major qui décide pour une troupe qui applique les ordres. Là, chaque milice obéit à son parti, à son chef politique et parfois à personne, juste à ses propres intérêts. En fait la coalition politique du MNL, ainsi que son programme, avait été conçue en quelque sorte pour un temps de paix. Elle ne résistera pas à la guerre civile et aux influences des diverses puissances régionales et internationales sur les divers partis. Ces puissances réglant leurs différents géostratégiques et politiques en s'appuyant sur telle ou telle milice, en les armant un temps ou en les désarmant.

Enfin, ce point important : Joumblatt, chef de la coalition du MNL, mais aussi chef du Parti socialiste Progressiste essentiellement druze et implanté dans son fief du Chouf, a pour objectif de se servir de la force armée palestinienne (ses 20 000 combattants) pour parvenir au pouvoir. Sauf que l'OLP de Yasser Arafat est opposée à entrer dans le jeu politique guerrier libanais. Elle y sera entraînée malgré elle, lors de la guerre civile. Là aussi, l'entente de façade

de bien des partis dont celui de Joumblatt volera en éclat, puisque les Druzes de Joumblatt, de même que les chiites d'Amal entreront en conflit armé avec les fédayins palestiniens.

Les partis chrétiens des Forces Libanaises (FL) et leurs milices armées

La coalition des partis chrétiens est essentiellement de droite et d'extrême droite et à forte domination maronite. Contrairement au MNL qui était une coalition politique avec un programme commun et né avant la guerre civile, les Forces Libanaises sont une coalition essentiellement militaire des partis chrétiens de droite et d'extrême-droite. Deux objectifs essentiels les rassemblent : mettre fin à la présence palestinienne armée sur le territoire libanais et maintenir le pouvoir de la communauté chrétienne sur les autres communautés religieuses. En résumé, personne ne doit remettre en cause le pacte de 1943 qui donnait la prépondérance du pouvoir politique au chrétien maronite.

- Le Parti Phalangiste d'extrême-droite, avec à sa tête Amin Gemayel, et sa milice les Kataeb, va être à l'origine de la fondation des Forces Libanaises (FL), au tout début de la guerre civile. La famille Gemayel est une vieille famille libanaise chrétienne maronite dont le fief se trouve à Bifkaya, dans la région montagneuse du Metn qui surplombe Beyrouth (position stratégique, donc). Les milices Kataeb alignent entre 5000 et 8000 hommes suivant les diverses estimations.

- Le Parti National Libéral (PNL) de Camille Chamoun, ancien président de la République libanaise, chrétien maronite. Il est originaire d'un village du Chouf, région à majorité druze dont est issue Kamal Joumblatt, mais où vivent quelques 150 000 chrétiens maronites. Sa milice armée, Les Tigres, est formée au moment de la guerre civile. Elle aligne 3500 hommes.

- Les Brigades Al-Marada fondées par Soleiman Frangié en 1967 et dirigées par son fils Tony Frangié. Elles ont été créées dans le fief de la famille Frangié, à Zghorta près de Tripoli, dans le nord du Liban. Soleiman Frangié a été élu président de la République de 1970 à 1976. Son fils Tony, en 1970, a envahi le Parlement à Beyrouth avec sa milice armée pour forcer les parlementaires à faire élire son père. Ce qui sera fait grâce, entre autres, aux voix des Druzes du PSP de Joumblatt. Le président possède donc sa propre milice privée qui sera au nombre de 2500 miliciens à la veille de la guerre civile. La famille Frangié a la particularité d'avoir des liens très étroits avec la famille Assad en Syrie.

- Le Parti des Gardiens du Cèdre est un parti nationaliste anti arabe, dirigé par Etienne Sacr. Sa milice, Les Gardiens du Cèdre, rassemble quelques milliers de miliciens et sera une des plus radicales. Son programme est, entre autres, de « désarabiser » le Liban. En clair, la culture arabe doit être bannie. Concernant le problème palestinien, ce n'est pas simplement les combattants qu'il faut expulser du Liban, ce sont tous les réfugiés des camps. Ils afficheront sur les murs de Beyrouth Est le slogan : « Le devoir de chaque Libanais est de tuer un Palestinien ».

- A ces organisations, il faut inclure deux groupes issus de l'armée libanaise, constitués dès les années 1960, L'Equipe de Commando Tyous (TTC) et le groupe Al Tanzim. Ces groupes de militaires d'origine chrétienne seront à l'origine du transfert d'armements vers les partis qui constitueront les FL.

L'unité des forces chrétiennes est réalisée sous l'autorité de Bachir Gémayel qui veut établir un rapport de force militaire qui lui soit favorable et surtout un pouvoir absolu de son autorité sur les autres forces politiques chrétiennes, en vue d'accéder au pouvoir. On l'a dit, sur le papier, le rapport de forces est défavorable pour les Forces Libanaises, puisque ses effectifs armés sont évalués à 18 000 hommes face aux 25 000 miliciens du MNL et aux 20 000 Palestiniens de l'OLP. Mais pour inverser ce rapport de forces, Gemayel compte sur Israël. Les dirigeants chrétiens espèrent qu'une guerre civile au Liban entraînera l'intervention de l'armée d'Israël, qui imposerait un pouvoir chrétien sur le Liban, et liquiderait les forces armées de l'OLP et celles du MNL.

Mais, nous allons le voir, l'unité de façade des Forces Libanaises ne va pas résister longtemps devant les intérêts des factions qui la composent.

L'armée libanaise

Une troisième force est présente au Liban, c'est celle de l'armée libanaise. Elle comprend en 1975 une vingtaine de milliers de soldats. L'état-major et le corps des officiers supérieurs sont dirigés par les chrétiens maronites. Les Musulmans sunnites et chiites ne peuvent accéder qu'aux postes de sous-officiers. Les soldats sont en majorité musulmans.

L'armée aura un rôle secondaire au cours de la guerre civile. Paralysée au début de celle-ci, elle se délitera ensuite en morceaux séparés au cours des événements : les soldats sunnites avec leurs sous-officiers rejoignant le camp opposé aux Forces libanaises ; les soldats chiites rejoignant la milice chiite Amal ; les soldats chrétiens et leurs officiers rejoignant l'une des factions armées chrétiennes ou, comme dans le sud Liban, devenant des supplétifs de l'armée israélienne.

Au gré des intérêts des uns et des autres, que ce soit des puissances régionales (Syrie, Israël) ou des intérêts des puissances occidentales (Etats-Unis, France), l'armée libanaise se reconstituera, intégrant alors, suivant les rapports de forces en cours entre les différents belligérants, les membres de différentes milices.

En 1975, C'est Soleiman Frangié qui est président de la République, et il est le chef des forces armées libanaises. Mais en même temps, il dirige sa propre milice qui va prendre une part active au combat dans la guerre civile. Le pouvoir politique se délitant, partant en lambeaux face au pouvoir des différentes milices armées, l'armée a suivi le même chemin.

13 avril 1975, la guerre civile débute

S'il faut une date officielle du commencement de la guerre civile, on peut retenir celle du 13 avril 1975. Cette journée commence par le mitraillage d'une église dans un quartier maronite de la banlieue Est de Beyrouth. C'est Bachir Gemayel qui est visé. Il échappe aux balles tandis que deux de ses gardes du corps sont tués. L'attentat est accompli par des tireurs du Parti Socialiste National Syrien (PSNS).

La riposte chrétienne va être immédiate puisque dans les heures qui suivent, un bus rempli de civils palestiniens et libanais qui passe dans Beyrouth Est, et devant rentrer au camp palestinien de Tell ez-Zaatar, est mitraillé par des membres de la milice phalangiste de Gemayel. C'est une vengeance pure et simple. Des dizaines de civils sont tués. Les combats vont alors commencer dans Beyrouth entre l'alliance des Palestiniens et du MNL contre les FL. Yasser Arafat (OLP) qui ne voulait pas engager les fédajins palestiniens dans une confrontation politique et militaire inter libanaise y est entraîné malgré lui.

Au début, la presse occidentale pense que les combats cesseront assez vite. Elle se trompe, le Liban est entré dans le cycle infernal de la guerre civile. Beyrouth est très vite coupée en deux, par un axe nord sud qu'on appellera « la ligne verte ». Mais dans les quartiers de Beyrouth Est à majorité chrétienne, se trouvent certains secteurs comme celui de la Quarantaine où vit une majorité de Chiites. Des camps palestiniens s'y trouvent aussi. De la même manière, si Beyrouth Ouest est à majorité sunnite et incluent les locaux de l'OLP, on y trouve également des quartiers habités par des Chrétiens. Quiconque veut franchir la ligne verte, qu'il soit civil, armé ou non, homme, femme ou enfant, est abattu ; même les animaux sont visés. Le terme de « ligne verte », viendra du fait que, cette zone étant de fait désertée, car la végétation finira par y repousser, vue la durée de la guerre civile.

Les deux camps s'affrontent à coup de canons entre les deux parties de Beyrouth. Des deux côtés, on épure ceux dont l'identité communautaire ne convient pas. Mais dans un premier temps, ces épurations restent ponctuelles et ne prennent pas un caractère massif.

Les milices massacrent les populations civiles

C'est dans Beyrouth Est que les choses vont changer d'échelle. Là, à la fin de l'année 1975, les milices chrétiennes se lancent à deux occasions dans des représailles de masse contre les Palestiniens et les Musulmans. Le samedi 6 décembre (« Samedi Noir »), entre 200 et 600 personnes sont exécutées par les miliciens chrétiens en représailles à l'assassinat de miliciens phalangistes. Le 18 janvier 1976, les milices du FL prennent le contrôle du quartier de la Quarantaine, l'OLP en est expulsée. Des milliers de civils palestiniens, chiites, arméniens, kurdes, sont assassinés. La réaction en sera le 20 janvier 1976, la destruction de la ville de Damour, située au sud de Beyrouth et peuplée de Chrétiens, par les miliciens palestiniens et du MNL. Plus de cinq cent morts, 5000 personnes s'enfuient de la ville par la mer et la terre.

Le Liban connaît un niveau de violence jamais atteint, que ce soit d'un côté comme de l'autre. Une spirale de représailles contre les civils n'appartenant pas au bon camp s'enclenche. C'est à partir de 1976 que vont se mettre en place les stratégies de la terreur, les attentats à la voiture piégée, les enlèvements de personnes sur des barrages volants où l'on contrôle votre carte d'identité sur laquelle est signalée votre appartenance religieuse. 15 000 personnes vont disparaître ainsi en 15 ans et des milliers mourront dans des attentats aveugles.

Sur le terrain militaire les Forces Libanaises semblent prendre le dessus. Pourtant leur plan principal ne fonctionne pas. En effet l'armée israélienne ne franchit pas le Rubicon ou du moins Le fleuve Litani dans le Sud Liban. L'armée Israélienne continue de bombarder

occasionnellement les camps palestiniens mais elle n'intervient pas au sol pour soutenir les FL.

La Syrie, avec l'accord des occidentaux, intervient dans la guerre civile

1^{er} temps, la Syrie soutient le camp palestino/MNL

Pour contrecarrer l'avantage militaire des FL, la Syrie va entrer dans le jeu libanais. Dans un premier temps en soutenant le camp palestino/MNL, en envoyant des combattants des camps palestiniens syriens, la milice Saïqa, armée et entraînée par l'armée syrienne. Mais aussi en essayant de trouver une solution politique au conflit en essayant de pousser les belligérants à changer le système politique pour donner plus de poids aux Musulmans. C'est un échec, les Chrétiens ne voulant rien changés. Le président Frangié veut même prolonger son mandat qui doit se terminer en 1976. L'implication syrienne est soutenue par les diplomates des Etats-Unis et françaises qui ne savent pas trop quoi faire devant la situation libanaise.

Sur le terrain militaire, début 1976, le rapport de force s'inverse. Les Chrétiens qui contrôlaient les montagnes du Mont Liban (l'axe Beyrouth-Zaïlé) sont repoussés par les forces druzes et palestiniennes. Les forces chrétiennes dans la région de Tripoli (celles de Frangié) sont en train d'être défaites. Tandis qu'à Beyrouth, le palais présidentiel est assiégé, obligeant le Président Frangié à se réfugier dans la région du Kesrouan maronite.

Mais ce nouveau rapport de forces militaires sur le terrain, favorable au MNL, n'arrange ni la Syrie de Afez al Assad, ni les Occidentaux : aucun d'eux ne souhaite une victoire palestinienne. Si les forces du MNL avaient gagné seules contre les FL, personne n'y aurait trouvé à redire. Mais là, les forces palestiniennes de l'OLP vont apparaître comme les grands vainqueurs, renforçant tout le camp palestinien contre Israël. Par ailleurs, le calcul de Assad est de contrôler l'OLP et destituer Arafat ; c'est pour cela qu'il utilise les miliciens palestiniens de la Saïqa au Liban. Enfin, Assad craint qu'Israël finisse par entrer au Liban pour soutenir le camp chrétien cerné de tous côtés et se serve du Liban pour une future guerre contre son pays.

Pour convenir aux occidentaux et à Israël, la Syrie appuie la nomination d'Elias Sarkis, un Chrétien, comme président de la République à la tête de l'Etat libanais. Celui-ci est l'ancien gouverneur de la Banque centrale libanaise. Pour les Occidentaux, c'est un technocrate, qui n'est pas aussi marqué politiquement que Soleiman Frangié. Mais cela signifie que la Syrie accepte sur le fond qu'aucun changement ne s'effectue dans le système politique libanais. C'est en fait un revirement. La Syrie est en train de laisser tomber le camp des forces du Mouvement National Libanais et leurs alliés palestiniens.

2^{ème} temps, l'armée syrienne entre au Liban pour soutenir le camp chrétien et combattre le MNL et les Palestiniens

Ce retournement dans l'attitude syrienne va se concrétiser par l'entrée de son armée au Liban. Les Etats-Unis, qui servent d'intermédiaire diplomatique entre Israël et la Syrie, imposent à l'armée syrienne de ne pas franchir une ligne rouge, délimitée par le fleuve Litani. Pas un soldat syrien ne doit être présent dans le Sud-Liban. De plus les Syriens n'entreront pas dans les zones contrôlées par les Forces Libanaises chrétiennes. L'armée syrienne a donc carte blanche, de la part des Etats-Unis et d'Israël, pour envahir une partie du Liban et sauver les Chrétiens d'une défaite militaire. En juin 1976, elle entre donc au Liban.

L'armée syrienne va mettre six mois pour arriver à Beyrouth. Les plus acharnés des combattants qu'elle rencontre sont les Palestiniens. Les forces du MNL, elles, commencent à se désagréger. Les Chiites d'Amal décident de ne plus soutenir le MNL, et de ne pas combattre les forces syriennes, prétextant que le MNL, organisant des élections locales dans les secteurs et régions qu'il contrôle, veut disloquer l'Etat central. Amal espère trouver sa place dans le futur Etat imposé par l'armée syrienne. Ses miliciens aident désormais l'armée syrienne dans les zones qu'elle contrôle, afin de désarmer les milices du MNL et les fédayins palestiniens.

L'armée syrienne occupe Beyrouth Ouest et force les fédayins palestiniens à stationner dans les camps et ne plus pouvoir circuler dans les rues. Les armes lourdes sont regroupées et ramassées. Ce sont les milices palestiniennes Saïka, d'origine syrienne, qui font la police dans les camps. Dans le Chouf druze, Les miliciens de Kamal Joublatt ne peuvent s'opposer à l'armée syrienne. Kammal Joublatt opposé à la présence syrienne au Liban est finalement assassiné par les syriens en 1977. Son fils Walid Joublatt finit par accepter l'occupation syrienne. De gré ou de force, les différentes composantes du MNL finissent par accepter l'ordre syrien. L'objectif final des Syriens est de remettre en selle un gouvernement qui serait à leur botte.

Le camp chrétien provisoirement victorieux

Cette nouvelle situation va permettre aux forces chrétiennes de reprendre le dessus. Elles consolident leurs pouvoirs dans les zones qu'elles contrôlent, dans les régions autour de Beyrouth, dans la région du centre du Liban autour de la ville de Zahlé et dans les régions du nord Liban autour de Tripoli.

Dans Beyrouth est, l'homogénéisation ethnique se poursuit. Le camp palestinien de Tal-Al-Zaatar, le plus grand camp palestinien de l'époque (50 000 à 60 000 réfugiés) devenu une forteresse des fédayins palestiniens, après un siège militaire de plusieurs mois, est complètement détruit, brûlé, rasé au bulldozer. On dénombre des milliers de victimes, La population palestinienne est obligée de fuir. Le bidonville de Nabaa, où vivait 200 000 personnes à majorité chiite est repris par les forces chrétiennes obligeant la population à fuir vers les quartiers de Beyrouth ouest et la région de la Bekaa. On donnera le nom de Marounistan aux différents territoires dirigés par les Chrétiens des Force Libanaises. Ce sont des mini-Etats qui lèvent leurs impôts, imposent leurs conscriptions, leurs services sociaux et leur propre idéologie chrétienne.

Mais cette unité des Forces Libanaises va voler en éclat assez vite. La dissension va se produire au sujet d'un rapprochement entre les Phalangistes de Gemayel et Israël,

rapprochement soutenu par les Etats-Unis. En effet, à partir de 1978, les Etats-Unis changent leur fusil d'épaule et pensent qu'une victoire militaire du camp chrétien est possible si on lui apporte une aide militaire conséquente, avec une livraison d'armes modernes. Cela va se faire par l'intermédiaire d'Israël qui livrera des chars, des canons de fabrication américaine. L'objectif des Américains et des Israéliens est un pouvoir chrétien au Liban, dominé par les phalangistes de Gemayel. L'idée est que ce nouveau pouvoir signe un accord de paix avec Israël à l'image des accords de paix entre l'Egypte et Israël, ce que Bachir Gemayel est prêt à faire.

Mais une partie du camp chrétien ne voit pas d'un bon œil le rapprochement avec Israël. D'autres ne voient pas d'un bon œil la dictature que Bachir Gemayel est en train de se mettre en place sur la communauté chrétienne maronite.

Une guerre sans merci va alors être lancée par le clan des Gemayel pour mettre au pas les autres factions chrétiennes. Il fait liquider une partie de la famille de Soleiman Frangié en 1978. Le clan Frangié était favorable à la collaboration avec les Syriens. La guerre civile interne au camp chrétien va surtout se dérouler dans Beyrouth Est. Les diverses milices chrétiennes s'affrontent durement, faisant vivre un enfer à leur propre population, qu'ils étaient censés protéger. C'est la guerre des Cents Jours. Finalement, Beyrouth Est sera dirigé par Gemayel et ses phalangistes, les autres milices faisant allégeance en acceptant son autorité, ou partant de Beyrouth comme le fait celle du camp Frangié. Les Forces Libanaises deviennent une armée avec un seul chef.

Les Syriens, voyant sous leurs yeux le rapprochement d'Israël et des Chrétiens, vont engager leurs troupes contre les zones chrétiennes dans Beyrouth-Est et autour de la ville de Zahlé. Paradoxalement, ce nouveau retournement va bénéficier aux Palestiniens. En 1977, un accord avait été signé avec l'armée syrienne qui lui permet de faire transiter ses fédâyins au Sud Liban, où ils sont les seuls combattants présents. L'armée libanaise ne sort plus de ses casernes, ou a fait défection pour passer du côté syrien ou dans les différentes milices. Les attaques dans cette période s'intensifient à la frontière sud contre Israël.

L'armée israélienne envahit le Sud Liban (opération Litani)

En Mars 1978, l'armée israélienne pénètre dans le territoire libanais pour chasser les combattants palestiniens du Liban Sud, C'est l'opération Litani. Israël veut créer une zone de sécurité en occupant le Sud Liban jusqu'au fleuve Litani. C'est un déferlement de bombardements et de destructions qui pousse des centaines de milliers de ses habitants vers le nord du pays et cause des milliers de victimes. L'ONU condamne l'intervention israélienne. L'opération a duré une semaine.

L'armée israélienne se retire, mais en créant au sud du Liban une bande de 10 km, une zone tampon, ou elle maintient l'ordre avec l'aide de la milice l'ALS (Armée du Liban Sud) dirigée par un officier de l'armée libanaise, Saad Haddad. Celui-ci ayant fait défection à celle-là avec des centaines d'hommes. Cette zone sera nommée L'Etat du Liban Libre. Quant à l'ONU, elle envoie 4000 soldats pour occuper le Liban Sud, la FINUL (Force Intérimaire des Nations Unies au Liban), dont des centaines de militaires français.

C'est de fait deux milices armées supplémentaires qui se constituent, suite à l'intervention israélienne. Les forces de l'ONU deviendront la cible des attaques de l'ALS et des différents groupes palestiniens qui voient les troupes de l'ONU comme des troupes d'occupation étrangères. Il y aura plus d'une centaine de militaires de l'ONU tués durant la guerre civile. Une fois de plus, une intervention d'un acteur extérieur au Liban, en l'occurrence l'armée de terre israélienne, a rajouté du chaos au chaos et une complexité de plus au conflit qui à ce moment-là divise encore plus le Liban.

La guerre civile continue

De 1978 à 1982, le pays reste fragmenté. Beyrouth est toujours séparé entre les quartiers Est et Ouest. Beyrouth Ouest subit des centaines d'attentats à la voiture piégée, commandités soit par des milices chrétiennes, soit par les Israéliens qui cherchent à éliminer les membres de l'OLP qui vivent au milieu de la population.

Dans Beyrouth Est, les Chrétiens subissent les bombardements de l'armée syrienne, les attentats à la voiture piégée, pilotés par les milices de Beyrouth Ouest mais aussi par les différentes factions chrétiennes qui règlent leurs comptes par ce moyen. Les autres villes du pays vivent la même chose que Beyrouth.

Quant à l'armée syrienne, elle est battue au Mont Liban sur les hauteurs de Beyrouth, par les Forces Libanaises. Cela vaut à Bachir Gemayel une autorité et un prestige considérables auprès de sa communauté. Les combats entre les deux forces continuent autour de la ville de Zahlé (ville à majorité chrétienne) dans la Béqaa. Les forces chrétiennes résistent à des forces syriennes supérieures sur le papier, grâce à l'armement qu'elles reçoivent des Etats-Unis via Israël, armement supérieur à celui des Syriens. De plus, l'armée syrienne n'a pas le droit de se servir de son aviation, l'espace aérien libanais leur étant interdit par Israël et les Américains. Seule l'aviation israélienne contrôle le ciel libanais, et elle n'hésite pas à frapper l'armée syrienne pour donner un coup de main aux Forces libanaises.

A partir de 1980, vont aussi commencer les premiers combats entre la milice Amal chiite et les combattants palestiniens. La milice Amal qui s'est alliée au régime syrien depuis l'entrée de ses troupes au Liban, se sent maintenant suffisamment puissante pour prendre le pouvoir par les armes dans les zones chiites que contrôlent les Palestiniens. Des combats s'engagent donc dans le sud du Liban et dans la banlieue sud de Beyrouth, dans le grand quartier Dahiyé. Mais tous les militants de Amal ne sont pas disposés à combattre des Palestiniens. C'était le cas du dirigeant historique, l'imam Moussa Sadr, créateur du Parti des Dëshérités. Mais celui-ci est mort dans un accident d'avion (attentat) en 1978.

Le Parti des Dëshérités a été rebaptisé Mouvement Amal du nom de sa branche militaire. Il est maintenant dirigé par Nabih Berri (toujours actif aujourd'hui en 2025). Celui-ci n'est pas un religieux mais un laïc. En 1979, l'Iran est devenu une République Islamique avec l'ayatollah Khomeini à sa tête. La première personnalité qu'il a reçue est Yasser Arafat, le dirigeant de l'OLP palestinienne. Amal ne suit pas la politique des religieux chiites d'Iran, il a lié son destin

politique à celui de la Syrie. Cette divergence qui se fait jour dans Amal sera à l'origine de l'organisation Hezbollah (Le Parti de Dieu) quelque temps plus tard.

L'Etat libanais se résume maintenant à une zone dans Beyrouth défendue par l'armée restée fidèle au pouvoir. Le Président, le Parlement n'ont plus aucun pouvoir. Rien ne peut être fait sans l'avis des Syriens.

Le désastre de l'intervention israélienne de 1982

Le 6 juin 1982, Israël lance l'opération « Paix en Galilée ». Cette guerre est menée par le duo Menahem Begin (de droite) qui est Premier ministre depuis 4 ans et le nouveau ministre de la Défense Ariel Sharon. Celui-ci défend ouvertement une vision partagée par un ensemble de dirigeants israéliens, qui est d'éradiquer le problème palestinien du Liban en expulsant tous les Palestiniens vers la Jordanie. Cette thèse a le soutien de l'administration américaine dirigé par Ronald Reagan, qui considère l'OLP et les Syriens comme des pions des Soviétiques, qu'il faut donc éliminer au nom de l'anticommunisme.

C'est donc Sharon qui va mener cette guerre au Liban. L'objectif israélien est dans un premier temps d'éradiquer l'OLP du Liban. La guerre va durer 3 mois et faire 20 000 morts. En une semaine, les troupes israéliennes, composées de 90 000 hommes, 1300 chars, 1500 transports de troupes blindés, sont à Beyrouth. Elles repoussent l'armée syrienne dans le nord du Liban, libérant la ville de Zahlé qui était encerclée par les troupes syriennes. Les miliciens du PSP du druze Joumblatt font le dos rond et ne combattent pas les troupes israéliennes.

Quant aux Palestiniens, le rouleau compresseur israélien leur est impossible à combattre de front. C'est à Beyrouth Ouest et Saïda que la majorité des combattants palestiniens se replie. Pendant que la ville de Saïda est pilonnée et à moitié détruite, les troupes israéliennes font leur jonction avec les troupes des FL de Gemayel à Beyrouth Est. Les combattants palestiniens sont donc cernés dans Beyrouth Ouest, où se trouve la majorité de leurs infrastructures de commandement.

Les bombardements vont donc commencer, par mer, par air et par l'artillerie israélienne, contre la partie ouest de la ville. C'est un blocus total. Yasser Arafat promet un Stalingrad aux troupes israéliennes, mais il finit par céder à la proposition américano-française de pouvoir évacuer ses miliciens par voie maritime, sous la protection d'une force multinationale composée de troupes françaises, américaines et anglaises. Les Israéliens ont accepté cet accord. Celui-ci stipule qu'après l'évacuation des combattants palestiniens et de toute l'OLP, les troupes israéliennes devront se retirer du Liban, chose bien-sûr qu'elles ne feront pas.

11 000 combattants palestiniens et 2700 soldats syriens sont évacués. Les Palestiniens sont dirigés vers Chypre et Tunis. Yasser Arafat est tenu responsable de cette défaite palestinienne par de nombreux commandants des factions qui composent l'OLP. Il reste environ 11 000 combattants dans le nord du pays, autour de la ville de Tripoli et dans les camps de réfugiés palestiniens de la Bekaa. Plus de la moitié de ceux-ci vont se retourner contre Arafat et s'allier à la Syrie dans une nouvelle guerre.

Les Palestiniens restés fidèles à Arafat sont assiégés à Tripoli par une coalition de Palestiniens, de milices de gauches (PSNS, PCL), soutenues par des troupes spéciales syriennes. 4000 de ceux-ci seront évacués en décembre 1983 par mer sous protection de la marine française, vers Tunis. L'OLP de Yasser Arafat est quasiment bannie du Liban. Elle subsistera de manière clandestine dans les camps pendant 3 ans jusqu'à une tentative de se réimplanter à partir de 1985.

A Beyrouth ouest, sitôt les combattants palestiniens évacués, les troupes occidentales repartent. Et les troupes israéliennes, censées repartir également, restent et entrent dans Beyrouth ouest et l'occupent.

Nous sommes donc en août 1982. Le Parlement libanais qui auparavant était sous pression de l'armée syrienne est maintenant sous pression de l'armée israélienne. Enfin est venu le temps de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite chrétienne. En effet, cela fait six ans que le Président Sarkis a été élu, sous la pression des Syriens. Le calendrier des institutions libanaises va être respecté. Amine Gemayel est élu Président. Pour les Israéliens, c'est la promesse d'un accord de paix, à la suite de l'accord signé avec l'Égypte. Sauf que Bachir Gemayel ne veut pas apparaître comme un pion d'Israël. Il hésite. Il estime être le président de tous les Libanais et recherche une sorte de concorde avec la communauté musulmane qui verrait cet accord comme une trahison.

Sabra et Chatila

Gemayel ne va pas hésiter longtemps. Son quartier général des phalangistes, et lui avec, sont pulvérisés par une bombe posée par un militant du PSNS dirigé par la Syrie. C'est cet attentat qui va entraîner le massacre des camps palestiniens de Sabra et Chatila. Ces deux camps se trouvent dans Beyrouth Ouest occupée par l'armée israélienne. Ils vont voir déferler sur eux les membres des FL, dirigés par Elie Hobeika. Les camps n'ont plus de combattants, il n'y a que des femmes et des enfants, des vieillards. Le 17 septembre 1982, c'est un déferlement de violences sans nom contre la population palestinienne et contre la population chiite réfugiée dans ces camps. Il y a des milliers de victimes. Tout ceci s'est déroulé sous les yeux des militaires israéliens qui n'ont rien empêché, sinon favorisé.

Cela aura comme conséquence une mobilisation de la population israélienne contre la guerre que mène Israël au Liban. Ariel Sharon sera obligé de démissionner de son poste de ministre de la Défense. Les troupes israéliennes se retireront progressivement du Liban jusqu'à revenir en 1985 à leur frontière Sud, ayant subi au passage des centaines de tués dans des actes de guérillas provenant des nombreuses organisations de la Gauche libanaise, des chiites.

Suite à l'assassinat de Bachir Gemayel, c'est son frère Amine qui le remplace, élu par un Parlement déserté par la moitié de ses membres. Il signe le traité de paix avec Israël sous pression américaine en mai 1983. En fait, il n'a de légitimité que dans son propre camp chrétien. Son frère avait essayé d'ouvrir le gouvernement à l'opposition, lui va au contraire

phalangiser le gouvernement. Il va utiliser la partie de l'armée restée fidèle au gouvernement et les FL dans une hypothétique reconquête du pays.

Les Israéliens amorcent leur retrait de Beyrouth Ouest et sont remplacés par la Force multinationale de sécurité, composée de 3800 soldats américains, français, italiens et anglais, en novembre 1982. A ce moment-là, il y a sur le sol libanais plus de 150 000 soldats (un peu comme si, en France, 5 millions de soldats étaient présent sur son sol).

Le Hezbollah

La complexité du Liban est à son apogée ? Non ! Un nouveau groupe fait son apparition, dans le nord de la vallée de la Bekaa sous domination des soldats syriens. C'est le Hezbollah. Le Hezbollah est une scission de Amal, la milice chiite libanaise. Hussein Moussaoui est en désaccord avec la ligne politique de Amal qui a soutenu le plan américain d'évacuation des Palestiniens de Beyrouth.

Il fonde le nouveau parti chiite et proclame son allégeance au régime iranien islamique de l'Imam Khomeini. D'autres groupes islamiques chiites, qui existaient à l'Etat embryonnaire, rejoignent la plaine de la Bekaa, pour faire allégeance au régime iranien. L'un d'eux, le Djihad Islamique, va se rendre célèbre dans une série d'attentats utilisant des kamikazes.

A ses débuts, le Hezbollah rejette l'Etat libanais qui, dit-il, est issu de la colonisation. Seul un Etat islamique est à l'ordre du jour pour le Hezbollah. Est énoncé également que l'objectif du jihad contre Israël est un devoir religieux « qui prendra fin avec la destruction finale » de l'Etat d'Israël. Dès sa création, le Hezbollah va recevoir une aide financière et militaire de l'Iran, pour combattre Israël et les occidentaux, plus précisément la France et les Etats-Unis.

C'est que depuis 1980, l'Irak de Saddam Hussein est entré en guerre contre la toute jeune République Islamique d'Iran. L'Irak a le soutien de la France et des Etats-Unis qui lui fournissent de l'armement en masse. L'Iran fait donc le projet de porter des coups à ces deux pays, les Etats-Unis et la France. Et là où elle peut les trouver, c'est dans le Liban, où les deux pays ont des soldats.

Mais pour que l'Iran puisse porter des coups aux Occidentaux au Liban, il faut l'accord de la Syrie, qui se trouve géographiquement entre l'Iran et le Liban. Or, cela tombe bien, la Syrie est l'ennemi juré de l'Irak depuis des années. De plus, les Etats-Unis viennent de retirer leur confiance à la Syrie au profit d'Israël, dans la gestion de la crise libanaise, en considérant les Syriens comme des communistes à la solde de l'URSS. La Syrie va donc autoriser le transfert de troupes iraniennes, 1500 hommes, dans la région de Baalbeck, dans le but d'entraîner, former les milices du Hezbollah et leurs groupes affiliés, et éventuellement participer à des combats futurs.

Les Iraniens introduisent l'attentat suicide au Liban, pratique qui était alors inconnue comme méthode de combat. Le premier attentat suicide au véhicule piégé chargé d'une tonne d'explosifs a lieu le 18 avril 1983 contre l'ambassade américaine de Beyrouth (63 morts

dont 17 américains). Puis le 23 octobre 1983, presque simultanément, les QG militaires américains et français sont frappés par deux camions citernes remplis de TNT (plusieurs tonnes). Les deux immeubles sont soufflés. On dénombre 241 militaires américains et 58 militaires français tués. Quelques jours plus tard, le 4 novembre 1983, c'est le QG des forces israéliennes à Tyr dans le sud Liban qui est soufflé, avec toujours la même méthode du camion piégé (une soixantaine de morts dont 29 soldats israéliens).

Le Liban est entré dans le théâtre de guerre du conflit Iran/Irak. Ces attentats sont revendiqués par le Djihad islamique, mais il n'échappe à personne que l'Iran pilote cette affaire.

Le borbier israélien

Le Liban est devenu un borbier pour les Occidentaux. Les Israéliens vont le quitter au mois de mars 1984. Ils n'ont pas fini de faire leur paquetage qu'une alliance du PSP de Walid Joumblatt et des chiites d'Amal chasse l'armée libanaise et les milices chrétiennes de Beyrouth ouest. Ces dernières s'y étaient installées au départ des troupes israéliennes. Au passage, les bombardements druzes et chiites tuent une dizaine de marines américains. Pour couronner le tout, deux appareils de l'aviation américaine sont abattus par la DCA syrienne, qui vient d'être équipée par les Soviétiques des tout derniers missiles sol-air. C'est une défaite pour les Etats-Unis.

Dans la région du Chouf, les Israéliens partis sans même avoir prévenu leurs alliés, les Forces Libanaises chrétiennes, celles-ci sont chassées de la région par les combattants druzes du PSP, entraînant un exode de plus de 150 000 Chrétiens qui vivaient là depuis des lustres. Plus de 1000 civils y laissent la vie.

Les troupes israéliennes quittent définitivement le Liban en février 1985. Ils y ont perdu plus de 1200 hommes et ont à déplorer des dizaines de milliers de blessés. Ils se retirent derrière la zone de sécurité de 15 km du Liban sud contrôlée par leurs supplétifs de l'ALS. Cette zone ne finira par être totalement évacuée qu'en 2000, par la force des armes des miliciens du Hezbollah.

Les Israéliens partis, les forces occidentales évacuées, l'armée syrienne revient et réoccupe le Liban à l'exception des zones chrétiennes jusqu'au fleuve Litani. Beyrouth Ouest sera aussi réoccupé. C'est l'ordre syrien qui se remet en place à partir de 1985.

Les phalangistes se déchirent sur le plan syrien

Les Syriens essaient d'imposer des accords de paix en décembre 1985, entre les principales milices druzes du PSP de Joumblatt, les phalanges chrétiennes et les chiites d'Amal. Les principales mesures du plan sont le désarmement des milices et leur incorporation dans l'armée libanaise, et surtout une modification de la constitution, qui réduirait les prérogatives du président de la République, au profit du conseil ministériel où

les Chrétiens seraient représentés à égalité avec les Musulmans. C'est en fait la fin de la domination chrétienne maronite qui est annoncé.

Le camp chrétien phalangiste va se déchirer de l'intérieur. Deux de ses chefs s'affrontent dans Beyrouth Est, Samir Geagea et Elie Hobeika (deux assassins des camps de Sabra et Chatila en 1982). Le camp de Hobeika soutient le plan syrien qui est de donner plus de pouvoir aux Musulmans dans le gouvernement libanais, tandis que le camp Geagea est opposé à la présence de l'armée syrienne, et refuse de donner plus de pouvoir aux Musulmans. Les Phalangistes du clan Gemayel, qui est encore président, se séparent des Forces Libanaises commandées par Geagea.

Pendant deux ans, les combats s'enchaînent entre milices chrétiennes phalangistes. Les milices d'Hobeika sont chassées de Beyrouth Est et se réfugient dans le camp syrien. Quant aux Druzes, aux Chiites et aux Sunnites, ils jugent que ce qui est proposé par les Syriens ne leur est pas encore assez favorable.

La guerre des camps

L'expulsion de l'OLP et des militants palestiniens armés du Liban en 1982 et 1983 a mis en sommeil le mouvement dans les camps palestiniens, et par ricochet les combats des Palestiniens dans le sud Liban. A partir de 1985, va débuter ce que l'on va appeler la guerre des camps. Arafat essaie de réimplanter l'OLP et son aile militaire dans les camps. Des attaques contre les soldats israéliens menées par des commandos palestiniens reprennent dans le sud du Liban. Mais la Syrie s'oppose au retour de l'OLP.

C'est le parti chiite Amal qui va faire le sale boulot de combattre l'OLP dans les camps palestiniens. Les camps du sud de Beyrouth, de Tyr et de Saïda sont assiégés. Les combats ont aussi lieu dans Beyrouth Ouest, toujours entre Palestiniens et Amal, mais aussi entre le PSP druze et Amal, pour le contrôle de la ville. Sous pression de l'armée syrienne qui entre en 1987 dans Beyrouth Ouest et à Saïda, un accord est trouvé en 1988 qui met fin au combat des camps et dans Beyrouth Ouest.

Les milices chiites se déchirent pour un pays parrain, Syrie ou Iran

Mais sitôt le combat des camps mis en sommeil, cette fois les miliciens de Amal entrent en conflit avec les combattants du Hezbollah pour le contrôle des quartiers chiites du sud de Beyrouth. Ce qui est vraiment particulier dans cette histoire, c'est que Amal est soutenu par la Syrie et Le Hezbollah par l'Iran mais les deux parrains sont alliés. Après plus de 8 mois de combats, l'Iran et la Syrie forcent les deux partis chiites à un cessez le feu à la fin janvier 1989.

La difficile pacification syrienne

L'armée syrienne a réussi à pacifier quelque peu le pays, a fait cesser la guerre civile sur le terrain militaire. Au nord du Liban, elle est aussi entrée dans Tripoli et a fait cesser les combats entre les différentes milices islamistes et laïques. Pour le dirigeant de la Syrie Afez-El Assad, il n'est pas question de faire du Liban une sorte de colonie ; ce qu'il veut c'est un Liban pacifié mais avec un gouvernement qui soit à sa botte. Son dernier problème est le camp chrétien.

Le phalangiste Amine Gemayel doit quitter le pouvoir, ses six années de mandat arrivent à expiration fin 1988. Mais il s'accroche à son poste et fait nommer comme Premier ministre le général Aoun. Aoun est un anti-syrien notoire et surtout, c'est un chrétien maronite alors que normalement le Premier ministre doit être un musulman. C'est un pied de nez aux Syriens. Mais cette fois, aucun pays extérieur ne viendra au secours des Chrétiens. L'armée libanaise, qui n'est plus composée que de Chrétiens, s'engage dans une guerre de libération contre l'armée syrienne.

Depuis août 1989, l'Irak a envahi le Koweït. Et la Syrie se trouve du bon côté. Vieille ennemie de l'Irak, elle condamne, à l'unisson du monde occidental, l'invasion du Koweït par l'armée irakienne. Comme les Etats-Unis ne veulent pas d'un conflit d'arrière-garde qui vienne perturber les préparatifs de l'armada des armées occidentales qui se prépare à déferler pour la libération du Koweït, la Syrie obtient carte blanche pour imposer sa paix au Liban. Le plan de paix que la Syrie n'a pas réussi à faire passer en 1985 (le partage des pouvoirs entre musulmans et chrétiens), elle va finir par l'imposer avec le soutien de la Ligue Arabe et des Etats-Unis.

C'est donc à Taëf, en Arabie Saoudite, le 22 octobre 1989, que sont réunis 62 députés du Parlement libanais (une trentaine ont été assassinés pendant la guerre civile). Ceux-ci donnent leur approbation à l'accord de réconciliation nationale. Cet accord prévoit, en plus du contenu de 1985, un retrait des troupes étrangères du Liban. Condition que la Syrie ne respectera pas puisqu'elle ne partira du Liban qu'en 2005, sous la pression de la rue libanaise.

Un nouveau président chrétien maronite, René Mowad, est désigné par le Parlement. Assassiné dans un attentat quelques jours plus tard, Il est remplacé par Elias Hraoui. Alors qu'une partie des chefs chrétiens maronites acceptent l'accord et participent au gouvernement du nouveau Premier ministre, une autre partie refuse ces accords. C'est le cas du général Aoun, toujours aux commandes de l'Armée libanaise, composée que de Chrétiens, cernée dans son réduit de Beyrouth Est.

L'armée syrienne finira par donner l'assaut au réduit chrétien le 13 octobre 1991. Le général Aoun est obligé de se réfugier à l'ambassade de France, d'où il partira vers Paris. Il reviendra au Liban quelques années plus tard, fera alliance avec le Hezbollah et deviendra président de la République en 2016.

Le 3 décembre, il n'y a plus de combat autour de la ceinture verte à Beyrouth, la ville est en quelque sorte réunifiée, mais détruite. C'est là que va entrer dans le jeu politique libanais Rafik Hariri, musulman sunnite, qui deviendra Premier ministre en 1992. C'est un milliardaire du bâtiment qui a bâti sa fortune en Arabie Saoudite. C'est lui, les banques

libanaises et les milliards de dollars venant de l'Arabie Saoudite, qui vont se charger de la reconstruction de Beyrouth et du pays.

Les milices des différents partis chrétiens, des partis musulmans chiite Amal et musulman sunnite, celle du PSP druze et celles des partis de gauche, vont se désarmer au cours de l'année 1991. Plus de 20 000 miliciens seront incorporés soit dans l'armée libanaise, soit dans l'administration. Une seule milice ne désarmera pas, c'est celle du Hezbollah chiite qui continuera pratiquement seule la lutte armée au sud Liban, contre Israël. Pour les Syriens, la milice du Hezbollah peut lui servir dans une guerre contre Israël mais aussi en cas de problème intérieure au Liban.

Une conclusion

Le problème confessionnel, en figeant la répartition des pouvoirs et la domination maronite chrétienne, a une lourde responsabilité dans la guerre civile libanaise. Mais un autre élément particulier au Liban en est une cause également importante. Il s'agit de l'existence de ces milices : tous les partis politiques, pratiquement, disposent de milices armées, et ce, le plus souvent, bien avant les débuts de la guerre civile.

On peut parler d'une véritable tradition de l'armement pour chaque groupe ou communauté de population. Cette tradition, on peut penser qu'elle a un lien direct avec le rôle de défense des diverses minorités plus ou moins persécutées, qu'a pu constituer la montagne du Liban, au cours des siècles. Il a fallu s'armer. Les armes sont ainsi devenues un élément habituel, normal, constitutif presque de la communauté et de son existence.

Sous l'Empire ottoman, les communautés maronites, druzes, possèdent des forces armées locales, et sont dirigées par des familles féodales. En 1860 déjà, la rivalité entre maronites et druzes a mené à des massacres lors de la Guerre civile du Mont-Liban de 1860. Il n'est pas rare que même le chef de clan dispose d'une milice privée.

Entre les deux Guerres mondiales, sous le Mandat français sur le Liban (1920-1943), lorsque naissent des partis sous leur forme moderne, sont constituées également des formations de jeunesse paramilitaire. C'est ainsi que se constituent les milices des phalangistes, les Kataeb, dans les années 1940-1950. Elles sont inspirées des mouvements de jeunesse paramilitaires qui se forment en Europe à la veille de la Seconde Guerre mondiale. On connaît celles fascisantes, y compris dans la France des années 1930. Il y en a eu également, même si elles sont moins développées et moins militarisées, à gauche.

La crise libanaise de 1958 a vu s'affronter des militants déjà armés. Cet événement va dans le sens d'une consolidation des milices. Enfin, l'installation de l'OLP au Liban va définitivement installer la milice armée comme moyen de résistance communautaire, voire comme moyen offensif.

Lorsque la guerre entre deux blocs débute en avril 1975, les structures militaires existent déjà : la guerre va les transformer en véritables armées. Et les armes, dans ce cadre moderne d'une nation, vont se révéler, catastrophiques, et deviennent la cause d'un carnage,

et d'une destruction interminable. Mais il est vrai que cette nation a été une fabrication tout à fait artificielle de la France, et elle est, à ce titre, en grande partie responsable.

BIBLIOGRAPHIE

- Le Liban contemporain, édition actualisée : Georges Corm (2009, La Découverte)
- Une histoire du Liban : David Hirst (2011, Perrin)
- Histoire du Moyen-Orient : Georges Corm (2023, La Découverte)
- Le Liban : Jean-Pierre Alem et Patrick Bourrat (2024, Que sais-je)
- Cent ans de déclin, l'interminable agonie du Grand Liban : Amine Haddad (2024, L'Harmattan)